

LA MOUVANCE ISLAMISTE ET LE *HIRAK*



HASSANE ZERROUKY *

Que reste-t-il de l'islam politique en Algérie ? La question est posée par le quotidien libanais *L'Orient-le-jour* du 14 mars 2019. Et en effet, quand, le 17 juin dernier, le mouvement Rachad, fondé par des ex-cadres dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS) basés en Europe, a lancé un appel aux Algériens à reprendre les manifestations dès le vendredi 19 juin, en prenant, préconisait-il, « les précautions nécessaires et respecter les mesures préventives telles que la distanciation physique et l'usage du masque pour limiter la propagation du Covid-19 et préserver ainsi la santé des citoyens », force est de constater que cet appel a été peu suivi¹.

Dans le contexte des interrogations suscitées par le *Hirak*, qu'est-ce qui explique cet échec du mouvement Rachad et le fait que les islamistes n'avancent pas tout à fait à visage découvert en mettant en avant leurs propres slogans ? Et, partant, quel est leur rôle réel dans le mouvement populaire (*Hirak*) et quelle est leur influence ?

Durant ces 12 mois de contestation citoyenne qu'a connus l'Algérie, ce qui frappe l'observateur est la présence discrète des islamistes au sein du mouvement populaire (*Hirak*) alors qu'on aurait pu penser qu'après avoir accusé le coup – le fait d'avoir été pris au dépourvu par l'irruption du *Hirak* et n'avoir pu l'anticiper – ils se seraient vite ressaisis. Et quel islam politique, comme à la fin des années

* ANCIEN JOURNALISTE À *L'HUMANITÉ*.

¹ Communiqué daté du 17 juin in site officiel du mouvement Rachad.

1980 et au début des années 1990, redeviendrait le principal moyen d'expression et de contestation du pouvoir en place. Mais pour ce faire, il aurait fallu qu'au sein de la galaxie islamiste algérienne il existât une force comparable ou aussi puissante que l'était alors l'ex-Front islamique du salut (FIS)². Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui où aucune des forces se revendiquant de l'islam politique ne domine.

Cela étant, ce qui est sûr, c'est que le 22 février 2019, l'islam politique dans ses différentes composantes sociales et politiques, légales ou tolérées par le pouvoir politique, a manifestement sous-estimé la profondeur et la détermination du mouvement populaire. Pourtant les signes annonciateurs de ce qui allait se passer n'ont pas manqué. La colère grondait et n'allait pas tarder à passer des stades de football, où elle s'exprimait à travers les chants des supporters, à la rue, pour dire non à la mascarade électorale qui se préparait. Qui plus est, la déferlante du 22 février n'avait-elle pas été précédée, entre le 10 et 14 février, par de premières manifestations contre le 5^e mandat, à Bejaïa et surtout à Kherrata, Bordj Bou Arreridj, Jijel, Annaba (est algérien), Chlef (ouest d'Alger) et dans les environs d'Oran³? Or, ce n'est que lorsque cette colère a commencé à se rapprocher d'Alger, centre du pouvoir politique, que l'islamisme – partis, associations – ont commencé à comprendre que quelque chose était en train d'avoir lieu. Mais, éclaté en diverses factions – salafistes wahhabites (Arabie Saoudite-Émirats arabes unis) d'une part, Frères musulmans (Qatar-Turquie) et ce qu'il reste de l'ex-FIS, d'autre part –, c'est en rangs dispersés que l'islam politique a affronté un événement auquel il n'était pas préparé.

76

Salafistes et islamistes pro-pouvoir

Du côté des islamistes associés au pouvoir politique, c'est sur le mode défensif qu'ils ont réagi. Ainsi en a-t-il été du TAJ (Rassemblement de l'espoir algérien), membre de l'Alliance présidentielle⁴, la coalition au pouvoir. Le 17 février, cinq jours

² Le FIS, fondé en 1989, qui a remporté le 1^{er} tour des élections législatives le 26 décembre 1991 et se proposait d'instaurer un État islamique, en a été privé à la suite de l'interruption du processus électoral par l'armée, soutenue par une partie des forces de la société civile et politique en janvier 1992.

³ Cf. *Recherches internationales*, n° 115, juillet-septembre 2019, p. 21-39.

⁴ L'Alliance présidentielle est composée du FLN, du RND (Rassemblement national démocratique, nationaliste libéral), du MPA (Mouvement populaire algérien, libéral)

avant le début du *Hirak*, son chef, l'ancien ministre Amar Ghoul, qui s'est prononcé pour le 5^e mandat, a qualifié les appels à manifester de « menaces pour la sécurité et la stabilité de l'Algérie » lors d'un rassemblement des instances régionales de son parti⁵, mais sans appeler à une riposte. Lui emboitant le pas, le très conservateur Comité national de coordination des imams a demandé à ses membres de dissuader les fidèles de répondre aux appels à manifester pour le vendredi 22 février, jour de grande prière, parce que « nul ne sait s'ils émanent d'un Algérien ou d'un ennemi, d'un musulman ou d'un athée ». Il avait même menacé de sortir dans la rue en lançant un mouvement dit des « Turbans blancs », sur le mode des « Gilets jaunes » français, contre ceux qui veulent déstabiliser le pays. Enfin, le parti El-Islah (Renouveau), lui, a choisi de soutenir la candidature de Abdelaziz Bouteflika dès le 18 novembre 2018, avant même que l'ex-président ne fasse acte de candidature⁶.

La mouvance salafiste, très active et très présente sur le terrain et les réseaux sociaux – elle dispose de ses propres sites, blogs et forums –, quand son discours n'est pas relayé par des télé privées telles *En Nahar* et *Chourouk*, et qui contrôle rien qu'à Alger quelques cinquante mosquées, n'était pas en reste⁷.

Cette mouvance, qui s'était signalée par une fatwa contre l'écrivain Kamel Daoud en décembre 2014⁸, aura été la plus active de manière virale sur les réseaux sociaux en appelant à ne pas répondre aux appels à sortir le 22 février.

Son chef et idéologue, le prêcheur cathodique Mohamed Ali Ferkous, désigné officiellement le 8 janvier 2018 comme le représentant du salafisme wahhabite en Algérie par le prêcheur saoudien Al Madkhali, doyen de l'université islamique de Médine (Arabie Saoudite), prône, à l'instar des salafistes égyptiens qui soutiennent le maréchal-président Sissi, « la non-contestation

et du TAJ (islamiste libéral).

⁵ In chaîne de télé privée *Dzair News* du 17 février 2019.

⁶ Le 3 août 2019, ce parti s'est rangé derrière le général Gaid Salah.

⁷ Dans les années 1980, le pouvoir algérien de Chadli Bendjedid a envoyé des centaines de jeunes étudier à l'université islamique de Médine (Arabie Saoudite), fief du wahhabisme, plutôt qu'en Égypte à El Azhar.

⁸ L'un de ses *leaders*, Abdelfattah Hammadache, avait demandé aux autorités la peine de mort contre K. Daoud pour « blasphème ».

de l'autorité de l'État »⁹. En contrepartie, ce même État fermerait les yeux – ce qu'il a fait – sur leurs dérives. Ainsi, outre des appels lancés par un de ses prêcheurs, Abdelfattah Hammadache¹⁰ à ouvrir une ambassade de Daech à Alger, à transformer la basilique Notre Dame d'Afrique en mosquée, à fermer les bars à alcool, les salafistes se sont illustrés durant l'été 2018 par des campagnes contre la pratique du jogging par les femmes¹¹ et pour l'interdiction des concerts de musique. Saisis d'une fièvre antigalas, ils organisaient des prières géantes devant les salles de concert, parvenant même à faire annuler le Festival annuel de musique Raï de Sidi Belabbès au motif, proclamaient-ils, que « le raï n'est pas une priorité, notre wilaya (région) a besoin de plus de développement et non de musique »¹². Et ce, au moment même – ce qui faisait alors l'actualité – où l'État au plus haut niveau était éclaboussé par une série d'affaires comme la découverte de 700 kg de cocaïne à bord d'un navire à quai dans le port d'Oran¹³.

Pourtant, outre les scandales éclaboussant le sommet de l'État, qui se sont traduits par des arrestations et des mises à l'écart de hauts gradés de l'armée et de la police, l'Algérie était aussi le théâtre de mouvements sociaux et politiques : ainsi, les manifestations des médecins-résidents durant tout le premier semestre 2018 à Alger et dans plusieurs villes universitaires du pays, manifestations violemment réprimées par les autorités, ou la tentative de rassemblement anti-5^e mandat organisée le 8 septembre 2018 à Constantine par le mouvement Mouwatana¹⁴, dispersé par

78

⁹ Mohamed Ali Al Madkhali est l'homme qui parraine les djihadistes syriens de Fatah al-Cham, juste après avoir parrainé Daech.

¹⁰ Abdelfatah Hammdache, diplômé de l'université islamique de Médine (Arabie Saoudite), ex-membre du GIA (Groupe islamique armé), a bénéficié de la loi d'amnistie promulguée par le président Bouteflika en 2006.

¹¹ Ils avaient appelé à asperger les femmes d'acide après qu'en réponse à leurs menaces, elles ont organisé des joggings à Alger et Constantine.

¹² Sous la pression des salafistes, plusieurs activités artistiques ont été annulées à Boumerdes, Sétif, Constantine, Ouargla...

¹³ Cette affaire va entraîner l'inculpation de nombreux officiers supérieurs de l'armée et de la police, des hauts fonctionnaires, des magistrats, voir *Recherches internationales*, n° 115, cité.

¹⁴ Mouwatana (citoyenneté-démocratie), créé le 18 janvier 2018 à l'initiative de 14 personnalités – dont Amira Bouraoui (récemment libérée de prison), l'avocate Zoubida Assoul, Sofiane Djillali du parti Jil Jadid... – se proposait de mobiliser les Algériens pour un changement démocratique du régime.

la police, auraient dû leur mettre la puce à l'oreille : quelque chose de plus profond était en train de se passer au sein de la société algérienne. Il n'en fut rien.

Tout à leur débauche d'énergie en vue de faire appliquer leurs interdits sociétaux et moraux, les salafistes n'ont pas vu arriver le *Hirak*, eux qui se targuent d'être l'expression politique des aspirations sociétales et morales de l'Algérie profonde. Ce qui fait que cette caution ultraconservatrice du régime n'a été d'aucun secours pour le pouvoir face au *Hirak*.

Opposition islamiste légaliste, parlementaire et semi-légale

Autre caution conservatrice du régime, l'opposition islamiste non salafiste, parlementaire ou non, respectueuse de la légalité institutionnelle, qui a opté depuis longtemps pour une stratégie participationniste, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'était pas aux premières lignes ce 22 février 2019¹⁵. Que ce soit le MSP (Mouvement pour la société et la paix, 30 députés au Parlement) proche des Frères musulmans et de l'AKP de Tayyip Erdogan, le parti al-Adala (Front de la justice et du développement, 15 députés), El Bina et Nahdha, ou leurs alliés agissant dans une semi-légalité, comme ces figures de l'ex-FIS – Kamel Guemazi et Ali Djeddi¹⁶ –, cette opposition islamiste légaliste était plus dans une logique de négociation que dans une logique de contestation frontale au pouvoir. Elle n'a décidé de ne pas prendre part à l'élection présidentielle qu'après beaucoup d'hésitations, attendant vainement un geste du pouvoir réel (l'armée) qui ne venait pas, avant de rallier opportunément le *Hirak* jusqu'à faire siennes la plupart de ses revendications sauf une : le changement de système politique¹⁷. Le pire est que ces islamistes n'étaient pas conscients d'être inaudibles, et qu'aux yeux des Algériens, ils étaient perçus – le MSP et El Bina par exemple qui ont fait partie

79

¹⁵ Ils ont pris part à tous les scrutins organisés par le pouvoir politique depuis 1995.

¹⁶ Kamel Guemazi et Ali Djeddi, tous deux membres fondateurs du FIS, avaient été condamnés en 1992 à six et quatre ans de prison par la justice militaire pour « atteinte à la sûreté de l'État ».

¹⁷ Le 3 mars 2019, le MSP déclarait qu'il ne présenterait pas de candidat à l'élection présidentielle si Bouteflika se présentait. Autrement dit, il invitait le système à présenter un autre candidat.

de plusieurs gouvernements entre 1998 et 2012 – comme des éléments structurels du système politique que récuse le *Hirak*. Au sein du Parlement où ils siégeaient, ils n’ont, par exemple, jamais demandé de commission d’enquête pour faire la lumière sur les fait de corruption¹⁸. Plus encore, les Algériens reprochent au dirigeant du MSP d’avoir proposé en janvier 2019 de « prolonger le mandat de Bouteflika » en contrepartie de « réformes politiques profondes »¹⁹.

Dès lors rien de surprenant à ce qu’en raison de leur proximité avec le pouvoir de Bouteflika, les leaders de ces partis – Abderezak Makri pour le MSP et Abdallah Djaballah pour el-Adala – aient été conspués et chassés des rangs du *Hirak* par les manifestants et que leur base militante soit dès lors contrainte de ruser et de se fondre de manière anonyme dans les cortèges au lieu de marcher sous sa propre bannière partisane, tant le rejet était manifeste parmi les jeunes et les moins jeunes²⁰.

Une année après, alors que la répression frappait de plein fouet des figures du mouvement populaire, Abderrezak Makri accusera « le courant laïc extrémiste » de vouloir « s’approprier le *Hirak* en croyant que le silence des autres forces est synonyme de leur faiblesse ». « Nous sommes capables, menaçait-il, de descendre par milliers chaque vendredi dans la rue, mais nous n’avons pas opté pour cette option parce que nous ne voulons pas diviser le mouvement populaire », avant d’affirmer, contre toute évidence : « On était parmi ceux qui ont appelé à sortir le 22 »²¹, oubliant que c’est le *Hirak* qui l’a poussé à se positionner et non l’inverse !

Ali Benhadj, le franc-tireur islamiste

À l’ombre de ces forces, l’inévitable Ali Belhadj (fondateur du FIS), qui intervient à la veille de chaque vendredi en commentant

¹⁸ Plusieurs ministres membres du MSP ont été impliqués dans des affaires de malversations avec des sociétés turques et chinoises.

¹⁹ Entretien d’A. Makri à *al-Magharabia-tv* du 11 janvier 2019.

²⁰ Le vendredi 15 mars 2019 à Alger, Abdallah Djaballah, conspué par la foule, a été obligé de quitter le cortège des manifestants. Même déconvenue pour A. Makri qui n’a même pas eu le temps de faire quelques mètres dans la rue. À ce propos, plusieurs figures de l’opposition non islamiste, Saïd Sadi du RCD, l’ancien Premier ministre Ali Benflis, ont connu la même mésaventure...

²¹ Discours de A. Makri le 22 février 2020.

l'actualité politique via des vidéos et qui, à en croire certaines franges démocrates libérales, voire de gauche, aurait changé et contribuerait à apaiser les fractures idéologiques entre progressistes et islamistes héritées des années 88-90. En fait, il n'en est rien, Ali Benhadj, qui a appelé avant l'heure au djihad contre l'État et la société, n'a pas renoncé à son ADN islamiste. Le 24 février dernier, lors d'un entretien sur *BBC-TV* en langue arabe, il était on ne peut plus clair. Extraits : « Nous avons notre projet islamique », « dans l'islam, il n'y a pas de dictature, de despotisme, ni de théocratie [...] l'islam permet la liberté de choisir le dirigeant et donne toute latitude au peuple de l'évincer en cas de nécessité politique »²². Même si, comme beaucoup d'islamistes radicaux, Ali Benhadj est parvenu à la conclusion que le « djihad armé » est politiquement contre-productif, il ne l'a jamais condamné. Bien plus, le référent religieux islamique est toujours présent dans ses interventions. Il suffit de l'écouter attentivement pour s'apercevoir que le religieux islamiste prime sur le politique. L'État idéal pour lui est celui qu'aurait instauré au 7^e siècle le prophète Mohamed à Médine. Aussi invite-t-il ceux qui l'écoutent, non à le reproduire tel quel mais à s'en inspirer.

Rachad ou le *soft power* islamiste

Sans pour autant avoir tourné la page de l'islam politique ni renié son appartenance passée, le mouvement Rachad, issu de l'ex-FIS, est dans une posture plus policée, dialoguiste, ouverte et qui se veut non sectaire.

Ses militants sont présents au sein du *Hirak*. Plutôt discrets au début du mouvement populaire, ils sont de plus en plus entreprenants et n'hésitent plus à s'afficher en tant que tels dans les cortèges de manifestants, tandis que ses dirigeants occupent les réseaux sociaux et la sphère médiatique.

Fondé en 2007 hors d'Algérie par des ex-cadres en exil de l'ex-FIS, dont Mourad Dhina, basés entre Londres, Paris et Genève²³, Rachad se définit comme « une force politique de rassemblement

²² Affirmer, comme le soutiennent certains démocrates, qu'Ali Benhadj est pour un État civil, sécularisé et des institutions démocratiques est tout ce qu'il y a de plus faux. Cf. entretien de Benhadj sur *YouTube*.

²³ Mourad Dhina, ex-cadre dirigeant du FIS (Front islamique du salut), physicien de formation, vit en Suisse, est le directeur de l'ONG islamique de défense des droits de l'homme *alKarama* financée par des fonds qataris.

et de changement ainsi qu'un instrument de mobilisation populaire qui vise un changement radical et démocratique qui permettra aux Algériennes et aux Algériens de vivre dans un pays libre, dans un État de droit régi par un système de bonne gouvernance et qui inscrit l'alternance au pouvoir comme principe constitutionnel intangible »²⁴. Il se dit « ouvert à tous les Algériens dans le respect de leurs différences, bannit toute forme d'extrémisme, d'exclusion ou de discrimination et prône la non-violence pour amener le changement »²⁵. Et ses cadres débattent volontiers avec des acteurs non islamistes de la société civile et politique opposés au pouvoir politique, qu'ils considèrent comme des partenaires et des alliés objectifs.

C'est un mouvement qui affiche en théorie une ligne plus libérale que franchement islamiste. En effet, ni dans ses statuts, qui sont en même temps sa charte, ni dans les déclarations de ses dirigeants, on ne trouvera une quelconque référence au religieux islamiste ou à l'ex-FIS, dont ses membres fondateurs sont issus ainsi qu'une bonne partie de sa base militante. Et c'est aussi l'organisation la plus médiatisée²⁶, une organisation qui a réussi à faire oublier le passé de ses fondateurs, notamment de Mourad Dhina qui avait justifié l'assassinat des intellectuels algériens. C'est un « Erdoğan algérien, il défend un islam compatible avec les droits de l'homme et la démocratie », disait de lui le chercheur en sciences sociales Lahouari Addi²⁷. Un Erdoğan algérien ? Il ne sait pas si bien dire. En effet, Rachad se veut un mouvement conservateur libéral et non islamiste sur le modèle de l'AKP turc de Tayyip Erdoğan, avec lequel il entretient des rapports malgré les dénégations de ses dirigeants. « Nous sommes musulmans et non islamistes » et « nous sommes contre l'établissement d'un État théocratique », proclame-t-il²⁸. Mieux, Mourad Dhina nie toute proximité avec

82

²⁴ Article 2 des statuts de Rachad.

²⁵ Rachad, qui a pris ses distances avec l'idéologie salafiste-wahhabite qui inspirait l'ex-FIS, est, à l'instar du parti tunisien Ennahda, proche de l'AKP d'Erdogan, du Qatar et des islamistes syriens opposés au régime de Damas.

²⁶ Grâce surtout à la puissance de frappe médiatique d'*El Magharabia TV* satellitaire basée à Londres. Fondé par Oussama Madani, fils du fondateur du FIS Abassi Madani, avec des fonds qataris, ce média est devenu, grâce à sa couverture du *Hirak* et des débats qu'il organise, l'un des plus regardés en Algérie.

²⁷ *La Croix* du 26 janvier 2012.

²⁸ M. Dhina, le 3 juillet 2020 sur vidéo in site de Rachad.

le courant des Frères musulmans et avec le Qatar, mettant au défi ses détracteurs de le prouver²⁹. Quant à l'ex-FIS, il estime que « ce courant existe et a le droit d'agir sur la scène politique algérienne. »³⁰

Incarnant une sorte de « *soft power* » islamiste, Rachad a un rapport utilitaire avec la démocratie et évite habilement de se prononcer sur des sujets, tels par exemple le droit des femmes à une entière citoyenneté et sur la séparation du politique et du religieux. D'ailleurs le terme citoyenneté ne figure pas dans les éléments de langage de Rachad, du moins en langue arabe. En revanche, concernant la violence des années 1990 en Algérie que d'aucuns qualifient de « guerre civile », il adopte un discours victimaire qui naturellement ne déplaît pas à ce qu'il reste de l'ex-FIS et d'Ali Benhadj, tout en faisant endosser à l'armée l'entière responsabilité des atrocités commises durant ces années. Et ce, bien que le passé de ses responsables ne plaide pas en leur faveur³¹.

Pourtant, à l'instar de Lahaouri Addi, cité plus haut, il se trouve malgré tout que des acteurs de la société civile et politique, d'obédience sociale-démocrate et franchement libérale, ainsi que d'ex-militants d'extrême-gauche reconvertis au social-libéralisme assument sans complexe leur rapprochement avec Rachad et Ali Benhadj, jusqu'à les dédouaner en partie de leur responsabilité concernant cette violence des années 1990. Et, somme toute, accréditent la thèse que les islamistes sont également des victimes, au même titre que beaucoup d'autres, du système politique que le *Hirak* conteste³².

Avec un discours se voulant en phase avec les revendications du *Hirak*, le mouvement Rachad, qui a mis pour l'heure sous le tapis des thèmes passés de mode, du genre « l'islam est la solution », « la chariâa est notre constitution », lui préférant le slogan plus consensuel « État civil et non militaire », reste cette organisation qui n'a pas tout à fait rompu ses liens avec l'islam politique algérien et ses leaders dont elle ne critique jamais les positions ni les rapports

²⁹ M. Dhina, vidéo citée.

³⁰ M. Dhina, vidéo citée : « Que ceux qui veulent interdire tout retour de l'ex-FIS sur la scène politique nous expliquent de quelle démocratie ils se réclament », assure-t-il.

³¹ Mourad Dhina n'a pas seulement justifié l'assassinat d'intellectuels, il a critiqué la trêve décrétée en septembre 1997 par l' AIS (Armée islamique du salut, branche armée de l'ex-FIS).

³² Les islamistes sont confortés par tout un discours, relayé et amplifié par *ElMagharabya-tv*, par l'idée qu'ils sont victimes de ce système que le *Hirak* récuse.

avec la mouvance islamiste transnationale³³. Une organisation qui cultive un discours libéral et moderniste dans la forme, mais conservateur et réactionnaire dans le fond.

Et si son principal responsable, Mourad Dhina, cultive une posture policée – jamais un mot de trop –, ce n'est pas le cas de son adjoint, le très médiatique Larbi Zitout dont les interventions vidéo sont très regardées. Il avait appelé dès mars 2019 à brûler les drapeaux des États-Unis et de leurs alliés européens dont la France, à l'exception bien sûr de la Grande-Bretagne où il vit et dont il possède la nationalité³⁴, puis à la désobéissance civile avant de prôner, sur le modèle de ce qui s'est passé en Syrie au tout début des manifestations anti-Assad, « la confrontation pacifique » (*ichtibak sylmia* en arabe) avec les forces de police³⁵. Et à une grève générale de trois jours – pas du tout suivie – les 10, 11 et 12 décembre 2019, afin de faire échec au scrutin présidentiel. Et ce, sans compter cette tentative avortée de Rachad, le 22 février dernier à l'occasion de l'an I du *Hirak*, d'entraîner une partie des manifestants à forcer les cordons de police pour marcher en direction de la présidence algérienne³⁶.

84

En conclusion, que représente Rachad ? Il est plus présent en Europe – Paris, Londres, Genève – à travers quelques centaines de militants, des universitaires et des étudiants qu'en Algérie où, faute de militants en assez grand nombre – ce sont surtout des étudiants, des journalistes, quelques universitaires et vieux cadres de l'ex-FIS –, il ne dispose pas d'un poids suffisant pour aspirer à prendre la tête du *Hirak*. Mais développe, comme on l'a vu plus haut, un discours visant à ne pas se couper de ce qu'il reste de la base sociale de l'ex-FIS et à remobiliser les déçus de l'islam politique.

De ce fait, Rachad est surtout l'expression d'un repositionnement de l'islamisme dans un contexte qui n'est plus celui des années 1990. C'est plus une force intellectuelle islamiste qui, plus que d'autres, dispose, grâce à une bonne maîtrise des

³³ Rachad est affilié au Congrès de la Oumma (*Mou'tamar al oumma*) parrainé par Erdogan et Doha – ce que ses responsables n'ont jamais démenti.

³⁴ Son appel, raillé sur les réseaux sociaux, n'a pas été suivi.

³⁵ H. Zerrouky, *Le Soir d'Algérie*, 9 avril 2020.

³⁶ Présent sur les lieux, à la hauteur du siège du parti RCD, rue Didouche Mourad, j'ai assisté à cette tentative de forcer un cordon de police qui a donné lieu à un bref affrontement, vite étouffé grâce à la vigilance des autres manifestants hirakistes.

réseaux sociaux – ce qui n'est pas rien – et de l'appui de la télé *El Magharibia*, de moyens lui permettant de faire avancer son discours conciliant libéralisme et islamisme, sur le modèle de l'AKP turc ou d'Ennahdha en Tunisie. Une sorte d'islamisme de type nouveau. C'est un mouvement qui cherche à faire oublier aux yeux d'une majorité d'Algériens que l'islamisme radical de l'ex-FIS porte une écrasante responsabilité dans le drame qu'a connu l'Algérie durant les années 1990³⁷. Reste que si, grâce aux contacts noués avec une partie de la société civile et politique, il est devenu, plus que les autres forces islamistes, un mouvement présentable, en revanche, il est perçu par d'autres composantes de la mouvance de gauche et démocrate comme une sorte de néo-FIS, voire sa vitrine politique³⁸.

Conclusion

L'islam politique dans ses différentes configurations socio-politiques est une réalité au sein du *Hirak*, réalité avec laquelle il faudra compter. Aujourd'hui, la question est de savoir si, après ce qu'a connu l'Algérie dans les années 1990, les islamistes ont tout à fait renoncé à leur objectif d'établissement d'un État islamique régi par la chariâa. À voir la virulence avec laquelle Abderrezak Makri du MSP, par exemple, pourfend les « laïcs », ce qui dans sa bouche signifie « athées », qui auraient pris le contrôle du *Hirak*, il est permis de penser que ce courant proche des Frères musulmans n'a pas changé de logiciel. Et si le MSP et ses alliés du parti al-Adala ou d'al-Bina d'Abdelkrim Bengrina, candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, tolèrent l'existence de partis non islamiste et de gauche, c'est parce qu'ils n'ont pas les moyens de leur politique pour les exclure du champ politique.

Pratiquant une stratégie de l'évitement, le mouvement Rachad préfère se concentrer sur ce qui peut le rapprocher des forces politiques non islamistes, y compris de la gauche marxiste,

³⁷ Entre 1992 et 1999, 4 731 unités économiques, 916 établissements scolaires, universitaires et de formation ont été partiellement ou totalement détruits par les groupes islamiques armés, à quoi s'ajoutent quelque 11 000 actes de sabotage et de destructions d'infrastructures socio-économiques et culturelles. (In H. Zerrouky, *La Nébuleuse islamiste*, Éditions 1, p. 332-333).

³⁸ Outre le MDS et le PLD, issus de la mouvance communiste, Said Sadi, l'ancien dirigeant du RCD, dénonce Rachad sur sa page Facebook comme étant « une reconstitution d'une formation politique sur les débris du FIS... en plus sournois ».

et éluder les sujets qui pourraient le couper de cette base islamo-conservatrice qu'il cherche à rallier à son projet politique. Ainsi, outre la séparation du religieux et du politique et l'interdiction de l'utilisation de l'islam à des fins politiques au sein et en dehors des mosquées, il y a au moins un sujet sur lequel il s'abstient de se prononcer clairement : le droit des femmes à une citoyenneté entière, qui suppose l'abolition pure et simple du Code de la famille d'inspiration religieuse et moyenâgeuse, qui légalise la polygamie et la répudiation et qui en matière d'héritage stipule que la femme n'a droit qu'à un quart de ce qui revient à l'homme.

Et si Ali Benhadj et Rachad s'interdisent en paroles d'insulter l'avenir, en se disant prêts à faire un bout de chemin avec les partis non islamistes et les « laïcs » honnis pour changer de système politique, c'est pour proposer quoi à la place ? Sont-ils prêts, outre l'abolition du Code de la famille, à accepter une Algérie républicaine, politiquement et culturellement plurielle, où l'islam ne serait plus constitutionnellement religion d'État comme c'est le cas aujourd'hui ? Sur tous ces points, ils se gardent bien de se prononcer. Leur discours se résume à ceci : « nous sommes pour que chacun défende son projet politique, ses convictions, en toute liberté et démocratie, mais en dernier ressort, le dernier mot revient au peuple »³⁹.

Que est donc au fond le projet de Rachad, qu'il se garde bien de décliner ? « L'État civil et non militaire » ? Pourquoi alors n'ajoute-t-il pas « et non islamiste » ? Quant à la crise socio-économique qui frappe l'Algérie, on ne trouve nulle trace de propositions.

Résumé :

Aujourd'hui la mouvance islamiste incarnée par les anciens dirigeants du FIS, rassemblés dans le mouvement Rachad, n'a plus l'influence d'il y a quelques décennies et, même en avançant masquée, ne peut prétendre exercer la même influence ou être le principal moyen d'expression et de contestation du pouvoir en place. C'est donc en rangs dispersés que l'islam politique a affronté un événement auquel il n'était pas préparé et n'a pas vu arriver. Il n'hésite pas à se présenter comme victime du système que le *Hirak* veut remettre en cause. Plus implanté en Europe qu'en Algérie, il ne peut prétendre prendre la tête du *Hirak*.

³⁹ C'est le discours que tient Mourad Dhina, mais aussi Ali Benhadj